

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DU
TRAVAIL ET DE LA SOLIDARITE**

**MINISTERE DE LA SANTE, DE LA FAMILLE ET
DES PERSONNES HANDICAPEES**

DIRECTION DE LA SECURITE SOCIALE - DACI

Personne chargée du dossier :

Sylvie Dreyfuss

tél : 01.40.56. 72.74

fax : 01.40.56.72.55

Email : sylvie.dreyfuss@sante.gouv.fr

Le ministre des affaires sociales, du travail et de
la solidarité

Le ministre de la santé, de la famille et des
personnes handicapées

à

Monsieur le directeur de la Caisse nationale
d'assurance maladie des travailleurs salariés

Monsieur le directeur de la Caisse nationale
d'assurance maladie et maternité des travailleurs
non salariés des professions non agricoles

Monsieur le directeur de la Caisse nationale des
allocations familiales

Monsieur le directeur du Centre des liaisons
européennes et internationales de sécurité sociale

Messieurs les préfets de région
(Directions régionales des affaires sanitaires et
sociales, Direction interrégionale de la sécurité
sociale des Antilles – Guyane – Direction
départementale de la sécurité sociale de la
Réunion)

CIRCULAIRE N°DSS/DACI/2003/626 du 29 décembre 2003 relative au Protocole d'Entente franco-qubécois relatif à la protection sociale des élèves et étudiants et des participants à la coopération en date (du 19 décembre 1998) et à ses arrangements administratifs d'application en date (du 21 décembre 1998 et 31 mai 2000).

Date d'application : immédiate

NOR : SANS0330717C (texte non paru au journal officiel)

Grille de classement : SS 9 92

Résumé : L'indemnité mensuelle de séjour à prendre en compte pour retenir la qualification de stage non rémunéré, lorsque celui ci se situe au Québec mais que les prestations sont à la charge de la sécurité sociale française, correspond soit à la valeur d'un montant inférieur ou égal à 610 euros soit à un montant de 1000 dollars canadiens.

La durée de stage est portée de 6 mois à un an

Mots-clés : Protocole d'Entente franco-qubécois- protection sociale- élèves et étudiants- des participants à la coopération- arrangements administratifs d'application couverture maladie-maternité et couverture accidents du travail et maladies professionnelles des élèves et étudiants.

Textes de référence :

- Protocole d'Entente franco-qubécois relatif à la protection sociale des élèves et étudiants et des participants à la coopération en date du 19 décembre 1998 ;

- Arrangement administratif d'application en date du 21 décembre 1998 ;
- Arrangement administratif d'application relatif aux formulaires en date du 31 mai 2000 ;
- Circulaire DSS/DAEI/2000/338 du 20 juin 2000 relatif au Protocole d'entente franco-qubécois relatif à la protection sociale des élèves et étudiants et des participants à la coopération en date du 19 décembre 1998 et à ses arrangements administratifs d'application en date du 21 décembre 1998 et 31 mai 2000 ;
- Circulaire DSS/DACI/2000/635 du 26 décembre 2000 relatif au Protocole d'entente franco-qubécois relatif à la protection sociale des élèves et étudiants et des participants à la coopération en date du 19 décembre 1998 et à ses arrangements administratifs d'application en date du 21 décembre 1998 et 31 mai 2000.

Textes modifiés : Circulaire DSS/DAEI/2000/338 du 20 juin 2000 et DSS/DACI/2000/635 du 26 décembre 2000 relatif au Protocole d'entente franco-qubécois

Annexes : [Arrangement administratif](#)

Au cours d'une session de négociation s'étant déroulée au Québec, les 6 et 7 octobre 2003, les

autorités québécoises et françaises ont adopté deux modifications au texte de l'arrangement administratif relatif aux modalités d'application du Protocole d'Entente signé le 19 décembre 1998 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec relatif à la protection sociale des élèves et étudiants et des participants à la coopération. Un arrangement administratif portant première modification de cet arrangement administratif a été signée à Montréal le 7 octobre 2003. Il est joint en annexe à la présente circulaire.

Les aménagements apportés au texte initial ont porté sur la notion de stage non rémunéré et sur la durée des stages.

1 Le stage non rémunéré

La première difficulté qui nous avait été signalée dans l'application du Protocole d'Entente a trait à une disposition unilatérale ne concernant que la France et établissant une définition de la qualité de « stage non rémunéré » et de « stagiaire non rémunéré ». Pour établir un parallèle entre la législation interne française relative à la notion de stage non rémunéré et le Protocole d'Entente, il avait été établi dans ce dernier (article 1 : définitions) et à l'article 7 de l'arrangement administratif d'application, un seuil au delà duquel le qualificatif de « non rémunéré » devait être refusé pour établir une distinction entre le statut d'étudiant et de stagiaire d'une part et le statut de salarié d'autre part.

Ce seuil avait été fixé à 610 euros qui correspondaient au moment des négociations à 1000 dollars canadiens. Aux termes du Protocole, l'indemnité mensuelle perçue par les stagiaires au Québec « doit être inférieure ou égale à 610 euros » : le qualificatif de non rémunéré ne pouvait donc être écarté qu'en cas de dépassement de ce seuil. Or, la parité des monnaies fluctue et les 610 euros n'équivalent plus tout à fait à 1000 dollars canadiens. En conséquence la plupart des caisses refusent de délivrer les attestations requises alors qu'en sens inverse, les québécois effectuant des stages avec des allocations de 1000 dollars canadiens peuvent être munis du formulaire SE 401-Q-104.

C'est donc pour éviter ces effets pervers que l'article 7 de l'arrangement administratif d'application du 21 décembre 1998 a été modifié et qu'il comporte à présent les deux valeurs, en euros et en dollars canadiens. A présent, dès lors que la rémunération du stagiaire est inférieure ou égale à l'un ou l'autre des deux seuils, 610 euros ou 1000 dollars canadiens, le stagiaire peut être couvert par les dispositions du Protocole.

2 La durée des stages

Pour tenir compte du fait que la durée des stages qu'accomplissant les élèves et étudiants, dans le cadre des cursus scolaires ou universitaires, s'allonge régulièrement, l'article 3 de l'arrangement administratif d'application du 21 décembre 1998 a été modifié dans son paragraphe 3 au a) qui renvoyait à l'article 4 du Protocole. Cette modification a pour objet de porter la durée du stage non rémunéré de 6 mois à 1 an lorsqu'une telle durée était fixée dans le texte.

L'article 4, paragraphe 3 vise les situations suivantes :

- Il s'agit des élèves et étudiants poursuivant des études en France ou au Québec et accomplissant

dans le cadre de leur scolarité un stage non rémunéré sur le territoire d'un Etat tiers (ex Allemagne , Ontario ou autre Province du Canada, USA, etc).

C'est donc dans le cadre de ces situations uniquement que la durée du stage était limitée à 6 mois, durée portée à 1 an, en application de la modification opérée dans cet arrangement administratif portant première modification.

Les autres catégories de stages visés par le Protocole et l'arrangement administratif du 21 décembre 1998 ne sont pas limitées dans le temps, qu'il s'agisse de ceux effectués par des ressortissants québécois poursuivant leur études en France ou de ressortissants français poursuivant leurs études au Québec et dont le stage se situe sur le territoire de l'autre Partie.

Je vous saurais gré de m'informer de toute difficulté dans l'application des présentes instructions.

Le directeur de la sécurité sociale

Dominique LIBAULT

**ARRANGEMENT ADMINISTRATIF PORTANT PREMIERE MODIFICATION DE
L'ARRANGEMENT ADMINISTRATIF RELATIF AUX MODALITÉS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE D'ENTENTE SIGNÉ LE 19 décembre 1998
ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC RELATIF À LA PROTECTION SOCIALE DES
ÉLÈVES ET ÉTUDIANTS ET DES PARTICIPANTS À LA COOPÉRATION**

Désireuses de donner application au Protocole d'Entente signé le 19 décembre 1998 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec relatif à la protection sociale des élèves et étudiants et des participants à la coopération, et de faciliter ainsi les échanges entre le Québec et la France, les autorités compétentes représentées par :

Du côté français,

Madame Florence LIANOS, chef de la Division des affaires communautaires et internationales, Direction de la sécurité sociale, Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité

M. Louis RANVIER, chargé des questions internationales, Direction Générale de la Forêt et des Affaires Rurales, Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales

Du côté québécois,

M. Jean D MENARD, chef de service des ententes de sécurité sociale, Ministère des relations internationales,

ont arrêté d'un commun accord les dispositions suivantes :

ARTICLE 1

Le a) du paragraphe 3 de l'article 3 est modifié comme suit : les mots « durée supérieure à 6 mois » sont remplacés par les mots « durée supérieure à un an » ;

ARTICLE 2

L'article 7 est modifié comme suit : les mots « une indemnité mensuelle de séjour d'un montant inférieur ou égal à 610 euros » sont remplacés par les mots « une indemnité mensuelle de séjour d'un montant inférieur ou égal à 610 euros ou à 1000 dollars canadiens ».

ARTICLE 3

Le présent arrangement administratif entre en vigueur dès sa signature.

Fait à Montréal, le 7 octobre 2003, en double exemplaire.

Pour la Partie française,

Pour la Partie québécoise,

signé
Florence LIANOS

signé
M. Jean D. MENARD

Louis RANVIER